

ÉPISODE CÉVENOL 46

Novembre 2025

Un courant d'air et de rivière

Gardanne, à boue et à bois

Gardanne est-elle abonnée aux industries écocidaires ?

Le feuilleton des boues rouges se poursuit avec la mise en examen de la société Altéo dont, « (...) avec l'indulgence de l'État et malgré les dénonciations des défenseurs de l'environnement et les alertes des scientifiques, l'usine de Gardanne (...) a rejeté en mer près de 30 millions de tonnes de boues de coloration rouge (...). » (le Monde, janvier 2024)

C'est sans doute la même indulgence qui a permis à la



centrale « biomasse », également installée à Gardanne, de redémarrer sans que les études d'impact obligatoires aient été réalisées, mais avec un engagement financier de l'État de 800 millions d'euros (voir l'article détaillé dans le numéro 45 de l'Épisode Cévenol).

Et voilà que dans ses conclusions (tout aussi indulgentes), rendues le 15 juillet dernier, « La Commission chargée de l'enquête publique émet un avis favorable au complément à l'étude d'impact prenant en compte les effets indirects de l'approvisionnement en bois de la centrale biomasse GAZELENERGIE (...) ». (1)

- 2086 contributions ont été recueillies, dont 86% de citoyens, que la commission nomme « particuliers »...

- 30% ont été jugées « hors sujet » (probablement celles qui ont voulu évoquer, entre autres, le scandale

de l'énergie perdue, appelée « énergie fatale » - ces gens ont décidément un drôle de vocabulaire. La commission, dans ses conclusions, se contente de regretter sa non-utilisation.)

- les thèmes les plus évoqués sont la gestion de la ressource à 21%, l'impact sur les milieux naturels à 17%, le bilan carbone à 13%.

Sur ce dernier point, sur la base du scénario de fonctionnement annuel de 5 000h présenté dans le dossier, l'intensité carbone serait de 234 kgCO₂e/MWh. À comparer avec une centrale au gaz (418), une centrale photovoltaïque (30), une centrale éolienne (10) et une centrale nucléaire (6 kgCO₂e/MWh).

Dans la revue « Possibles » publiée par Attac, Daniel Hofnung propose un compte-rendu plus détaillé de l'enquête publique. (2)

Du bois dont on fait les pipeaux

L'avis de la commission d'enquête est assorti de 5 réserves et 4 recommandations, dont celle-ci :

« Les sociétés d'exploitation forestière sont contrôlées lors des chantiers par le donneur d'ordre, généralement un GFP Gestionnaire

Forestier Professionnel en forêt privée et par l'ONF en forêt publique. »

Domage, les Gestionnaires Forestiers Professionnels habilités à effectuer ces contrôles sont bien peu nombreux dans la région (un seul en Lozère, aucun dans le Gard, ni dans l'Hérault) ...

Quant à l'ONF, ses effectifs sont passés de 15 000 travailleurs en 1985 à moins de 9 000 en 2020, et la Macronie vient d'y recaser, au poste de présidente, une lobbyiste qui compte parmi ses clients... La Fédération Nationale du bois ! (Mediapart, 25 août)

Et les contrôles préconisés le sont sous forme d'engagements, de « chartes », aucunement contraignants puisqu'il n'est nulle part question de sanctions. L'indulgence est sans limites...

Pour l'association Canopée, « la forêt souffre avec les premiers effets des changements climatiques et sa croissance ralentit. Le puits de carbone est en baisse. Augmenter la récolte n'est pas la solution. A récolte constante, nous proposons plutôt d'accroître la part des produits bois à longue durée de vie avec une transformation sur notre territoire. » (3)

Là encore, le gouvernement fait preuve d'indulgence en assouplissant l'encadrement du label bas carbone (Le Monde, 4 septembre)

Capitalisme décomplexé : exploitation, rentabilité, exportation...

La forêt n'est jamais vue comme un écosystème vivant, mais comme une ressource économique, gisement d'un matériau destiné à être avalé par la grande gueule de la centrale. Qu'importent les services écologiques rendus par ce milieu si riche en biodiversité, pour la Commission d'enquête il faut « organiser le regroupement des propriétaires forestiers privés, afin que leurs parcelles puissent disposer d'un document de gestion durable et que l'exploitation en devienne rentable. »



Quand même, une suggestion (et une information) : « (...) le bois déchet est une ressource à retenir. En effet, l'ADEME indique qu'en 2023, 566 189 tonnes ont été collectées dans la région PACA. La quasi-totalité de ce gisement est exportée en Italie et Espagne. »

Le chemin vers des territoires autonomes est encore long : abîmer la forêt, c'est entraver les pratiques de subsistance, telles que décrites par les sociologues Geneviève Pruvost (4) et Fanny Hugues qui souligne que « ces pratiques sont particulièrement rendues possibles par la proximité de bouts de forêts, terrains et jardins(...) ». » (5) [Marie Motto-Ros]

Notes:

1. <https://tinyurl.com/yef93skn>

2. <https://tinyurl.com/yysts4h4p>

3. <https://tinyurl.com/4tet42pm>

4. Geneviève Pruvost, 2021, Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance, La Découverte, Paris.

5. <https://tinyurl.com/5n8rndnm>

S'opposer à la centrale à biomasse de Gardanne et à l'industrialisation de nos forêts

Nos forêts n'ont qu'à bien se tenir ! Et faire place nette à l'industrialisation en cours. Fini le temps des forêts diversifiées, des arbres tordus, des écosystèmes protecteurs et généreux. Il faut pousser vite et droit, être capable d'approvisionner les besoins en papier, emballages, bois d'œuvre, chauffage, énergie..., stocker le carbone, régénérer notre environnement, et permettre à de larges secteurs économiques de prospérer. Le bois, transformable en bio-kérosène, peut même servir à faire voler les avions !

Sous couvert de la transition énergétique, les forêts deviennent une ressource « durable » très prisée, dont le rôle serait de pallier à la diminution (prochaine) des énergies fossiles.

Dans l'attente, les industries prédatrices des forêts

dopées aux subventions prolifèrent : méga-scieries, usines à pellets, raffineries de carburants... Ces projets écocidaire amplifient la pression sur la ressource et favorisent la transformation des forêts en usines à bois. Coupes rases, plantations en monoculture, disparition de la biodiversité, de la ressource en eau... En quelques heures, des écosystèmes disparaissent au profit d'industries toujours plus en décalage avec les besoins sociétaux.

Le projet de centrale à biomasse de Gardanne fait partie de ces aberrations. A elle seule, c'est 450 000 tonnes de bois par an qui seront engloutis, un approvisionnement dans un rayon de 250 km autour du site sur une quinzaine de départements (soit 35 % de la ressource disponible). En plus des forêts françaises fortement impactées, une partie du bois doit être importée du Brésil (souvent cultivé avec des herbicides et des pesticides), d'Italie ou d'Espagne. De multiples raisons poussent à s'opposer au projet de la centrale de Gardanne, car :

- c'est un cadeau de 800 millions d'euros de l'État donné à l'entreprise privée GazelEnergie appartenant à un milliardaire tchèque, alors que l'argent pourrait financer d'autres projets et emplois réellement écologiques ;

- c'est raser des forêts stockant du Co2 pour le relâcher au moment même où tous les efforts restent à faire. La combustion du bois est aussi moins énergétique, émet plus de carbone et de fumées que ses alternatives fossiles. Pour chaque kWh de chaleur ou d'électricité produite, on estime que le bois est susceptible de multiplier par deux ou trois la quantité de carbone qu'émettrait un kWh de combustible ordinaire ;

- c'est faire peser une menace supplémentaire sur la forêt car rien ou presque n'est prévu pour le prélèvement du bois, n'excluant donc pas les coupes rases, fortement impactantes pour les milieux et les espèces. C'est ajouter de multiples pressions

sur la forêt méditerranéenne qui subit déjà les incendies, la sécheresse, l'urbanisation, et le changement climatique ;

- c'est brûler des arbres pour rien ! La centrale n'atteint que 23 % de rendement (chiffre de Gaze-Energie). 77 arbres sur 100 sont donc brûlés sans produire d'énergie utile et sont uniquement source de réchauffement climatique.

Ne laissons pas nos forêts devenir source de profits !

Sauvegardons nos biens communs !

Contact: terres-vivantes-en-cevennes@riseup.net

NEWCLEO

ou un projet controversé de fabrication de petit réacteurs nucléaires (SMR)

Nous avons eu connaissance du projet Newcleo par l'association comités centrales et l'analyse de Global-chance en juillet 25 (Résumés de leurs articles).

Newcleo est une start-up européenne basée en France, créée par des ingénieurs italiens en 2021 et dont l'objectif est de lancer une filière de petits réacteurs de la « quatrième génération » à neutrons rapides (RNR) en France et à l'international. Ces réacteurs seraient refroidis au plomb.



Le petit réacteur modulaire en construction à Changjiang en Chine, le 10 août 2023.

De nombreux anciens des entreprises du nucléaire français conseillent ou font partie des équipes de Newcleo. Leur objectif n'est pas seulement de développer une filière de petits réacteurs classiques dits SMR, mais surtout de déployer la filière RNR (Comme Phenix et Superphenix avec combustible au plutonium ou au mox, avec caloporteur au sodium liquide) sur laquelle

le CEA a historiquement échoué avec les accidents de Superphénix dans les années 80-90 puis l'abandon d'Astrid sous Macron.

Ce projet relance donc le mythe de la "fermeture du cycle en recyclant les combustibles usés et les déchets uranifères afin de sortir de la dépendance aux mines d'uranium, situées dans des « pays instables », et ainsi renforcer la « souveraineté » de la France".

Présent dans plusieurs pays (Slovaquie, Suisse, Royaume-Uni) mais principalement en Italie et en France. Newcleo est lauréat de France 2030. 20 Millions ont été investis par l'État Français et 570 millions d'euros

privés ont été levés, principalement à l'étranger, majoritairement italien et en Europe.

Projets envisagés dans l'immédiat :

- Démonstrateur de petit réacteur modulaire (LFR) de 30 MW à proximité du site de la centrale nucléaire d'Avoines (Chinon, Indre et Loire), avec une mise en service envisagée à l'horizon 2031.

- Usine de fabrication de combustible MOX (mélange d'oxydes d'uranium et de plutonium recyclés) à proximité de la centrale nucléaire Nogent-sur-Seine dans l'Aube,

- Centre de formation et d'innovation dans le Gard « FASTER » dédié à la fabrication de combustible innovant à Chusclan, près du site du CEA Marcoule, avec une ouverture prévue en 2026. C'est un site non-nucléaire qui servira surtout à la formation ainsi qu'à des essais en laboratoire .

Projets envisagés ensuite :

- Déploiement d'une filière de réacteurs de 200 MW, après le démonstrateur, en France, mais aussi à l'international (Slovaquie, Royaume-Uni...)
- Création d'un centre d'entreposage de combustibles usés (sites pressentis pour le moment : Marcoule (!) et Cadarache). Selon Newcleo il y aurait quand même des déchets mais « beaucoup moins » et la plupart pour « seulement trois cents ans ».

Toute la stratégie d'installation de Newcléo semble se focaliser sur des sites industriels qui ont besoin d'énergie électrique, par exemple pour « décarboner l'azote » produit à Fos sur Mer.

Les trois premiers projets s'appuient sur des terrains déjà acquis proches de centres nucléarisés. Dans chaque cas, de nombreux emplois sont annoncés et l'installation serait facilitée grâce à l'inscription des sites dans la loi d'accélération de 2023.

Débats publics à venir en 2025-2026

Actuellement, près d'une vingtaine de projets de petits réacteurs modulaires se disputeraient une place dans le futur paysage nucléaire français et les financements annoncés par la France.

Comme pour beaucoup d'autres concepts de SMR, les bases théoriques du fonctionnement d'un réacteur à neutrons rapides ont été discutées dès les années 1950. Après de nombreux incidents, et un coût très élevé, aucun réacteur nucléaire commercial de ce type n'a encore été exploité au niveau mondial.

La forte proportion de plutonium dans le cœur de ces réacteurs se traduit par une très forte radiotoxicité en cas de fuite ou de rejet dans l'environnement.

Paradoxalement, au moment où des conflits militaires de haute intensité montrent la fragilité de la sécurité militaire, des gouvernements, dont la totalité des puissances nucléaires militaires, cherchent à développer des filières nucléaires potentiellement très proliférantes et vulnérables aux attaques terroristes. Tout cela dans un contexte d'affaiblissement du droit international et des négociations sur le désarmement.

Etat de la lutte

Un collectif "Stop Newcléo » s'est créé au niveau national, des luttes actives sont menées dans l'Aube et près de la centrale de Chinon.

Dans le Gard, nous observons le devenir de ce centre de formation à Marcoule en restant vigilants Méfions nous des "laboratoires" qui comme à CIGEO peuvent camoufler d'autres projets. La mobilisation semble difficile pour l'instant contre un centre de formation mais le projet de piscine d'entreposage des combustibles usagés, beaucoup plus dangereux, nous mobiliserait bien sûr d'avantage.

Dernières nouvelles

Selon les chiffres de l'Agence Internationale de

l'Energie Atomique – analysés par un réseau international de scientifiques, le constat de son édition 2025 est sans appel : "depuis des décennies, les SMR sont présentés comme une grande promesse pour la croissance du marché de l'énergie nucléaire mais cela ne s'est vérifié nulle part et l'écart entre la promesse et la réalité industrielle n'a cessé de se creuser".

Le plus avancé des projets, Newcleo, qui avait levé 400 millions d'euros pour développer un petit réacteur innovant à neutrons rapides à Chinon et une usine de combustible Mox, dans l'Aube, est à court de liquidités et cherche des fonds pour éviter le crash. Naarea, une autre start-up qui prévoyait de mettre au point un micro-réacteur à sels fondus, a, elle, été placée en redressement judiciaire le 3 septembre.

La « bulle » française des SMR semble sur le point d'éclater.

Alors les SMR survivront-ils à leurs promesses technologiques trop hâtives, aux gros doutes qui entourent leur économie et aux vents contraires des restrictions budgétaires qui menacent les financements publics un peu partout dans le monde ? Rien n'est moins sûr.

(Extraits de l'article de Libération du 24/09/25)

[collectif CHANG]

Notre vigilance et notre soutien au collectif Stop Newcléo est plus que jamais d'actualité. Si vous voulez plus d'informations, vous pouvez envoyer un message au collectif CHANG (Collectif Halte Aux Nucléaires Gard): collectif.chang@protonmail.com

Correspondances paysannes

Nous sommes des paysans et paysannes, des personnes avec une, voire les deux bottes dans les champs, des personnes issues du monde agricole mais aussi des personnes qui se sentent concernées par le monde agricole et par le devenir de nos campagnes.

Avec **Correspondances Paysannes** - à travers un bulletin d'information indépendant des syndicats comme des partis politiques - nous proposons de bâtir un réseau pour donner de l'écho à la parole de paysannes et paysans anonymes. Diffuser des récits d'actions et des analyses.

Correspondances paysannes veut contribuer à relier les paysannes et paysans aux autres secteurs de la société, à faire entendre que « leurs » problèmes sont en réalité au cœur des enjeux sociaux, politiques et écologiques de l'époque.

Vous pouvez nous contacter à l'adresse correspondances-paysannes@systemli.org

Ecrivez-nous aussi si vous souhaitez recevoir des numéros des prochains numéros et participer à leur diffusion.

Jusqu'où peut nous mener la brutalisation inhérente aux rapports sociaux capitalistes ?

"Épisode cévenol" a déjà consacré plusieurs articles sur la montée de l'extrême droite en France. La problématique ci-dessous essaiera d'en cerner le terreau (on est tenté d'en dire le fumier !) fertile, ce que l'on pourrait dénommer comme un "fascisme d'ambiance", en ce sens que cette « montée » n'est pas le seul effet de la propagande d'extrême droite (Bolloré, RN), mais prend sa source dans la crise existentielle-historique, celui de l'absence de perspectives d'auto-transformation de la société, qui conduit à coller aux « valeurs » des maîtres.

- I -

Un fait divers de société n'est pas automatiquement porteur de sens historique. Cependant, la « mort en direct » du streamer Jean Pormanove, le 18 août dernier, n'est pas passée inaperçue. Le principe de cette mise en spectacle qui a finalement plus ou moins dérapé (la victime ne serait pas morte de coups reçus mais de son mauvais état de santé !), était que ce streamer tirait ses revenus des scènes de maltraitance (au bas mot), commises par ses « complices » sur lui-même devant caméras, par leur diffusion instantanée payante auprès d'abonnés (« C'était pour le taf » d'après un proche, recueilli par "Libération" du 23 août 2025). Car il y avait un public, de près de 500 000 abonnés, pour se repaître de violence et de domination, dont les protagonistes assuraient lors de l'enquête, que tout était scénarisé. Le tout se déroulant dans un quartier déshérité de l'agglomération niçoise.

Mais ce n'est pas réservé au "bas" de la société. Dans ce registre, les hautes sphères aussi s'y mettent en scène comme nous le rapporte Naomi Klein - dont on avait apprécié à l'époque le livre « la Stratégie du choc » -, en compagnie de Astra Taylor, dont l'analyse « The rise of end times fascism », parue dans The Guardian le 13 avril 2025, a été publiée en français sur le site "Terrestres" (« La montée du fascisme de la fin des temps »). On y apprend « les nombreuses séances photos sadiques-chics de la secrétaire à la Sécurité intérieure Kristi Noem, qui pose tour à tour sur un cheval à la frontière américano-mexicaine, devant une cellule de prison bondée au Salvador ou brandissant une mitrailleuse lors de l'arrestation d'immigrants en Arizona ».

- II -

Quand le chef d'État français méprise à l'envi le bas de l'échelle sociale, qu'on se rappelle : « Dans une gare, on croise des gens qui ne sont rien », après avoir tant vanté « les premiers de cordée », il fait écho au PDG de France Telecom qui, pour mieux assurer la privatisation dans « Orange », avait planifié une vaste suppression d'emplois en donnant à sa hiérarchie la consigne

« qu'ils partent par la porte ou par la fenêtre », ne pouvant sans doute prévoir que des salariés en burn out finiraient par se défenestrer effectivement. Le plus inquiétant et qui avait été relevé à l'époque, c'est que le climat général de peur avait même inhibé des gestes élémentaires d'entraide psychologique entre salariés, rivés au pauvre espoir de pouvoir passer entre les gouttes. De même, en France, un appareil de répression surdimensionné peut mutiler, devant caméras, de manière sadique des manifestants sitôt qu'ils sont en dehors des rituels pré-écrits.

Mais même dans la vie futile du divertissement, une télé-réalité conclut chaque épisode par le vote des participants pour éliminer le perdant de la semaine permettant de sacrer plusieurs semaines plus tard, le vainqueur final. Singulière illustration du vote démocratique ! Dans d'autres loisirs consommés "à domicile" l'industrie du porno fait de la domination sexuelle unilatérale, consommée par le voyeur, son fond de commerce.

Par ces différentes dispositions s'étend une néo-culture (?) du "plus fort", ce à quoi la colonisation de la sphère publique par les joutes sportives a aussi apporté sa contribution. Au bout du compte, le harcèlement entre adolescents témoigne de la propension à vouloir rabaisser l'autre ou tout du moins à se créer un bouc émissaire sur qui concentrer la détestation de ce qu'on vit. C'est que l'envoûtement algorithmique des réseaux sociaux ramène toujours plus vers des stimuli binaires et des jugements sans nuance, dont l'extrême droite fait son miel...

- III -

Il y a peut-être des niveaux d'analyse en termes d'héritage géopolitique (culpabilité de l'Europe par rapport à la Shoah, volonté d'enfoncer un coin occidental dans l'aire arabo-musulmane...) qui peuvent expliquer la passivité de la sphère occidentale-démocratique à l'égard de l'acharnement à la destruction et au génocide de l'État d'Israël à Gaza. Néanmoins la part inconsciente, spectre de la culture décadente, est la fascination de la puissance et du « plus fort » ce qui a poussé à relativiser à l'extrême la réaction spontanée nécessaire à tout faire pour empêcher le tort atroce commis contre les faibles par cette punition collective : la cruauté pratiquée à grande échelle par l'État d'Israël, allié des pays occidentaux, délivre un message universel et démonstratif délivré aux populations de ce qui peut leur arriver éventuellement.

La guerre à Gaza est vite devenue une vitrine d'opérations militaires en milieu hostile dont ont pu se repaître tous les états majors militaires de la planète, et inversement, un test « grandeur nature » pour mesurer jusqu'où les populations périphériques, spectatrices devant leurs écrans, parviendraient à se résigner en consommant la barbarie tout en restant passives.

L'état de guerre et le glissement mécanique vers un exécutif d'urgence conduit à l'apogée de la brutalisation

des rapports sociaux... Au point de se demander si le pouvoir n'a pas besoin de l'état de guerre pour éliminer tout dissensus.

- IV -

Un fantôme dans la machine hante les acteurs économiques : ce gain de survaleur indispensable comment l'extraire de la concurrence sur le marché ? Quand la compétition économique devient plus intense entre les entreprises qui sont sur le même créneau ou entre celles-ci et leurs sous-traitants pressurisés, et a fortiori sur les salariés assujettis à une productivité maximale, cette tension diffuse dans toute la société. Malheur aux perdants !

La bonne décision au bon moment devient le préalable fantasmagorique de la réussite. La figure du décideur génial prend corps qui sait trouver des solutions et pour ce faire ne s'embarrasse pas de détails ou de "stériles" arguties sur les causes et les effets (tant il est vrai que la technologie résoudrait tout !), positionnement anti-écologique par essence.



La pulsion d'efficacité broie scrupules et doutes méthodiques. L'autoritarisme devient désirable quand toute discussion démocratique est assimilée à une perte de temps. Comme les convulsions économiques paraissent sans fin, la surestimation du moment de la « décision » (Krisis en grec) pour définir une solution crée un vertige d'accélération partagé par tous les acteurs. La surenchère permanente disloque les repères mentaux et blinde les sensibilités. La méfiance à l'égard de la « nature humaine », devenue suspecte d'inadéquation au monde prodigieux des réussites technologiques, s'incarne dans le rejet de la figure des perdants et des dépossédés. La misanthropie de la pensée réactionnaire devient proportionnelle à la puissance sociale acquise et la classe dirigeante penserait volontiers que « tout ce qui rampe sur terre doit

être gouverné par les coups », tant la plèbe lui devient un fardeau.

À la désorientation des populations ballotées d'une crise à l'autre, d'une information anxiogène à l'autre (empoisonnement chimique, dérive climatique), ce futur sans avenir ressuscite des mythes compensateurs du passé : nationalisme, virilisme dont des noyaux activistes décomplexés donnent le signal d'un renouveau offensif.

- V -

Faute d'une boussole dissidente en bas de la société, une vague a pris corps qui sanctifie la loi du plus fort, répudie toute hésitation, fait l'apologie de la volonté, culpabilise les pauvres de leur situation, idolâtre une communauté imaginaire au nom de quoi exclure, etc.

Le sadisme et la cruauté deviennent les expressions abouties de la non réciprocité, comme si le frottement social était devenue stérile à surmonter des disparités sensibles. Le mépris de l'autre devient la condition de la conservation de soi. Faute de pouvoir imaginer une

sortie de cette domination cadenasée, les énergies se raidissent et se retournent vers les solutions les plus enviables, c'est-à-dire les plus valorisantes « du côté du manche », ou tout au moins en reprenant la vantardise. Les dépossédés le sont aussi de ne pas pouvoir entrevoir quelque chose d'autre, et se retournent vers leurs maîtres ou de nouveaux apprentis-sorciers pour les diriger, car, n'est-ce pas, vaut mieux se fier aux plus malins (Trumpisme) !

Pour que cette déferlante prétende à l'hégémonie, il a fallu antérieurement que s'affaisse le point de vue révolutionnaire que la société peut consciemment s'auto-transformer. C'est qu'au profit du messianisme du progrès technologique providentiel, a été éludée la prise en compte des deux

grandes béances de l'histoire humaine : le fait que les humbles s'en remettent à des pouvoirs dont ils deviennent les subordonnés ; et que l'échange entre les différentes activités humaines soit médié par la valeur abstraite de l'argent, moyen qui devient sa propre fin à travers le prêt à intérêt et la spéculation, jeu sur le prix.

S'il n'y a pas, certes, de solution toute faite, il y a des pistes sûres pour que les collectivités en lutte prennent confiance en elles-mêmes : se coordonner avec des délégués mandatés et révocables à tout moment ; refouler la compétition en étendant l'entraide ; rejeter la séduction des soi-disant facilités apportées par le déferlement technologique.

[Tristan Vebens, dimanche 1er novembre 2025]

Dans le cadre de la campagne « Guerre à le guerre » de juin 2025, la Broussaille vous présente :

Se déclarer objecteur.ice de conscience à la Journée Défense et Citoyenneté ?

Vous n'êtes pas super chaud.e si on vous oblige à aller faire la guerre ? Si vous avez entre 16 et 45 ans, alors ceci vous concerne directement :

Actuellement, en France, le service national n'a été que « suspendu ». En cas d'ordre de mobilisation, les personnes qui refusent de rejoindre l'armée et de prendre les armes se verront sévèrement punies par la loi si elles n'ont pas fait la démarche de se déclarer objecteur.ice s de conscience.

La journée d'appel nommée Journée Défense et Citoyenneté (JDC) est obligatoire pour tous.les les jeunes français.es (hommes et femmes). Sans l'avoir effectuée, impossible de passer un examen, ni d'obtenir le permis de conduire. Vous serez convoqué.e entre 16 et 18 ans pour vous y rendre, et il s'agit bien d'une journée d'incorporation.

En participant à cette JDC, vous devez savoir que vous pourrez être automatiquement mobilisé.e en cas de conflit armé, et que vous serez considéré.e comme déserteur.ice en cas de désobéissance.

L'objection de conscience, c'est quoi ?

Après une cinquantaine d'années où la thématique guerrière semblait s'éloigner du territoire, la voici aujourd'hui de retour en force, un peu partout dans la bouche des politiques et dans les médias.

Jusqu'en 1997, l'État français a imposé le service national aux jeunes hommes.

De tout temps, des personnes ont refusé d'entrer dans l'armée et de tuer des inconnu.es sur ordre. Ils se désignaient comme « objecteurs de conscience ».

Fusillés en temps de guerre, emprisonnés en temps de paix, ils se sont battus pour que ce positionnement idéologique devienne un droit reconnu par la loi. Le statut d'objecteur de conscience n'a été reconnu en France qu'en 1963, et ce n'est que 20 ans plus tard, en 1983, qu'une loi a autorisé la liberté d'information sur le droit à l'objection, et que ce statut a enfin pu être obtenu sans difficulté.

Les objecteurs ont ainsi pu effectuer un service civil à la place du service militaire, le plus souvent dans des associations (ça durait deux fois plus longtemps que le service militaire, mais bon...)

Être mobilisé.e, c'est toujours d'actualité... et en cas d'état d'urgence aussi !

Une mobilisation peut intervenir en cas de « danger » extérieur, mais aussi intérieur. Elle se décline en « guerre », « état de siège », et « état d'urgence » (ça peut donc aussi bien concerner une situation de guerre que de révolte sociale).

Si vous avez déclaré être objecteur.ice avant la situation de crise, vous pourrez faire jouer le droit à l'objection, qui est reconnu tant en France qu'en Europe. Au pire, vous serez envoyé.e dans un service de protection civile. Mais si vous n'avez effectué aucune démarche, et qu'une fois la crise engagée vous refusez d'y prendre part, alors c'est le tribunal militaire avec les peines de désertion à la clé.



Il est donc important d'être correctement informé.e sur les risques associés à suivre cette journée d'incorporation militaire sans se déclarer objecteur.ice de conscience.

Comment devenir objecteur.ice de conscience à la Journée Défense et Citoyenneté ?

Voici un modèle de lettre à remettre lors de cette journée, afin qu'elle soit jointe à votre dossier :

« Dans le contexte actuel de suspension de la souscription, l'appel sous les drapeaux peut être « rétabli à tout moment par la loi, dès lors que les conditions de la défense de la Nation l'exigent, ou que les objectifs assignés aux armées le nécessitent » (loi portant réforme du service national du 28 octobre 1997, L.112.2).

L'objection de conscience est un droit reconnu par les articles L.116.1 à L.116.9 du code du Service National, dont les dispositions ne sont pas abrogées, mais simplement suspendues par la loi n°97.1019 du 28 octobre 1997, portant réforme du Service National. Cela signifie que les personnes concernées ne pourront demander à bénéficier de ces dispositions qu'au moment du rétablissement de l'appel sous les drapeaux. En cas d'appel sous les drapeaux redevenu obligatoire « si les conditions de défense de la Nation l'exigent », il pourrait être difficile pour les services compétents de traiter dans l'urgence et massivement des demandes d'objection de conscience.

C'est pourquoi je désire manifester dès maintenant mon refus d'un service militaire armé pour des motifs de conscience, et vous remettre ma demande de bénéficier du droit à l'objection de conscience, exprimé dans

les articles L.116.1 à L.116.9. Mes convictions basées sur la recherche de la bonne entente collective me conduisent à d'autres formes d'engagement pour la nation et les peuples qu'un service militaire armé qui redeviendrait obligatoire.

Je vous prie d'ajouter ce courrier à mon dossier de cette Journée Défense et Citoyenneté, et j'en garderai une copie moi-même ».

Objecter quand on a déjà réalisé sa Journée Défense et Citoyenneté

Il est également possible d'objecter lorsqu'on a déjà réalisé sa journée d'incorporation. Il faut alors écrire à son bureau de recrutement une lettre recommandée, avec accusé de réception, réclamant le droit à être reconnu.e comme objecteur.ice (vous pouvez faire une recherche auprès du Centre de

Service National et de la Jeunesse, le CSNJ, si vous ne savez pas duquel il s'agit) en expliquant qu'au moment de cette journée, aucune information de la loi relative à l'objection n'a été donnée.

(nul n'étant sensé ignorer la loi, un temps d'information aurait dû être prévu lors de la JDC sur le sujet!)

Conserver le droit à l'objection de conscience bien vivant

Il se peut que votre interlocuteur vous dédaigne et vous dise, à tort, que ce statut n'existe plus. Le service national étant suspendu, à priori, aucune demande n'est traitée actuellement.

Mais souvenez-vous que les droits ne viennent jamais tout seuls. Si on ne se bat pas, au moins pour conserver ceux qui ont été durement conquis, alors inévitablement, ils nous seront repris.

Il est bien plus facile d'insister pour que votre lettre soit ajoutée à votre dossier lors de la JDC que de se retrouver incorporé.e de force, ou d'endurer une peine de prison pour désertion le moment venu !

Si votre lettre est jointe à votre dossier lors de la JDC, elle doit donc être prise en compte si l'armée envisage votre incorporation éventuelle. Vous serez alors reconnu.e comme objecteur.ice le moment venu.

Et si vous ne parvenez pas à la joindre à votre dossier lors de la JDC, vous pouvez alors l'envoyer avec accusé réception au CNSJ (voir plus haut).

Et dans tous les cas, mieux vaut préparer une seconde lettre, que vous enverrez immédiatement en cas de mobilisation (avec accusé réception) mentionnant que vous avez déjà effectué votre démarche en vue d'être reconnu.e objecteur.ice de conscience, comme le prévoit la loi.

Le statut d'objecteur de conscience est un droit inscrit dans la loi, il faut le faire vivre !

« La guerre, c'est un massacre de gens qui ne se connaissent pas au profit de gens qui, eux, se connaissent, mais ne se massacrent pas » Paul Valéry

[la Broussaille, comité sud-Lozère des Soulèvements de la Terre , labroussaille@riseup.net]

Festival AUTOMNE PALESTINIEN en Cévennes Du 13 au 29 novembre

**Films
Concert
Spectacle
Exposition
Repas
Débats
Librairie
Artisanat**

**13/11 St Jean du Gard
18/11 La Grand Combe
20/11 St Martin de Valgalgues
22/11 St Martin de Valgalgues
25/11 Cendras
27/11 Monoblet
29/11 Anduze**

organisé par l'Association France Palestine
Solidarité (AFPS)
Contact : contact@afpscevennes.org
Tel : 06 69 46 04 78
Facebook / Messenger: Afps Alès-Cévennes

**Samedi 29 novembre
16h30 Soirée de clôture
Espace Pélico - Anduze**
17h: Conférence
Sbeih Sbeih: "La Palestine,
histoire d'une hypocrisie
occidentale"
19h30 - Repas palestinien
Réservation recommandée
21h - Concert
Elie Maalouf et
Hadi Nassreddine

Envoyez-nous vos contributions et remarques. Contact: episodecevenol@laposte.net
<https://episodecevenol.noblogs.org/>

Ne pas jeter sur la voie publique S. V. P.